

Pourquoi les faits ne suffisent plus ? -

#CamPuS2026

88 min · Parti Socialiste

Alexandre Rieu : On va pouvoir démarrer. J'en remercie à toutes et tous d'être là à cette heure matinale. On est là comme ça pour cette table ronde intitulée Pourquoi les faits ne suffisent plus. Je me présente, moi, je suis Alexandre Rieu, je suis secrétaire national en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche au sein du Parti socialiste. Et aujourd'hui, on essaie de se poser cette question afin de comprendre pourquoi, finalement, l'établissement de certains faits, pourtant rigoureux, aujourd'hui ne semble plus forcément suffisant. Je vais présenter les intervenants que nous aurons la chance d'avoir aujourd'hui. À mes côtés, Sarah Proust, experte associée à la Fondation Jean -Jorès, et qui a dirigé avec Guillaume Poitre un ouvrage collectif qui s'appelle Le Fait en question, publié en 2019. Nous avons la chance d'avoir aussi Denis Angouevent, qui, au pied élevé, nous a permis d'avoir aussi un professionnel professeur des universités en médecine en cardiologie puisque M. Arnaud Fontanet n'a pas pu être là pour des raisons de santé. Denis Angouevent, au-delà d'être professeur de cardiologie à la faculté de Tours et aussi doyen de la Fac de médecine de Tours. Merci beaucoup, Déta. Gisele Sapierreau, sociologue, directrice de recherche au CNRS et directrice d'études à l'UHSS, qui nous parlera du coup de son travail puisqu'elle a beaucoup étudié ces questions -là au travers de différents sujets. Je vous laisserai en parler tout à l'heure. Bertrand Antuber, qui est professeur des universités en mathématiques, président du conseil national de l'information géolocalisée, en sa présidente de l'Université de Toussot, Paul Sabatier, et aussi directeur d'un programme de recherche sur... Atiffranglish, j'avais peur de faire une bêtise en me disant. Et enfin, le dernier mais non mémoindre, Arthur Delainton, député socialiste du CELADOS et qui a d'autres imprésisées, la commission d'enquête à l'Assemblée nationale sur les effets du TikTok sur les mineurs et à travailler sur les questions d'influence des réseaux sociaux. On a choisi donc d'intituler cette table au monde pourquoi l'effet ne suffisent -ils plus. Et si nos agents voulu nous ségèrent de ce sujet ici dans un campus socialiste, c'est évidemment pas par un goût abstrait pour le débat sur la vérité, même si on aurait pu en débattre aussi pas longtemps. C'est parce qu'on pense que la démocratie ne tient pas seulement la possibilité de voter ou de débattre, elle tient aussi par notre capacité à nous accorder sur un minimum de réalité commune. Elle tient aussi parce que pour nous, socialistes, l'émancipation passe aussi par l'accès au savoir, par l'esprit critique, par les institutions indépendantes et par un débat public qui n'est pas sur le même plan, une opinion, une croyance et un fait établi. Il y a donc derrière cette question un enjeu finalement très concret, comment continuer à faire de la politique, à décider collectivement et à agir sur le réel, sans lui partageant plus les mêmes bases à partir desquels nous discutons et parce qu'il y a, je crois, quelque chose d'assez frappant au niveau de la politique aujourd'hui, le désaccord politique qui est évidemment normal, et c'est même le principe de la démocratie. On peut partir d'une même situation et défendre des réponses très différentes, mais nous avons parfois le sentiment que le désaccord intervient désormais avant même cette étape sur ce qui est vrai finalement, sur ce qui est établi, sur la valeur d'une preuve et parfois sur la légitimité même de celles et ceux qui produisent et établissent des faits. Et ça pose plusieurs questions. Comment est-il bien fait ? Qu'est-ce qui lui donne une force ? Pourquoi un fait établi ne suffit-il pas nécessairement à convaincre ? Et qu'est-ce qui se passe lorsqu'il entre dans l'espace médiatique, numérique et politique ? Quelle est la responsabilité que nous avons collectivement et politiquement pour préserver un espace démocratique dans lequel nous puissions au moins discuter à partir d'une réalité commune ? Et donc c'est ce qu'on va essayer d'explorer ensemble ce matin. J'espère que vous êtes prêts, parce que

ça va être intense au niveau du ménage. Et avant de nous demander pourquoi les faits ne suffisent-ils plus, je propose qu'on commence par déjà de nous demander qu'est-ce qu'un fait finalement ? Pourquoi nous parlons ? Et pour ça, je vais donner la parole à Sarah, qui du coup a consacré cette question au cœur de l'ouvrage qu'elle a co-dirigé. Pourquoi finalement cet ouvrage en 2019 ? Et finalement, est-ce que c'est encore une forme de valeur aujourd'hui ? Est-ce que la réalité...

À toutes et bonjour à tous. Donc effectivement, ce livre qui est apparu en 2019 et qui est à la fois sorti au meilleur moment puisque quelques semaines après, le Covid est arrivé dans nos vies, mais au pire moment puisque ce sujet a écrasé tous les autres. Donc ce livre n'a eu aucun succès, il est interprétable. Donc voilà, vous trouverez au libre accès dans le site de la Fondation, parce qu'on a voulu quand même essayer de le rendre public, mais ce livre, il est né d'une envie qui a été la mienne après 15 ou 20 ans de travail et de militantisme sur la question de l'extrême droite et où j'ai passé toutes ces années à écrire des bouquins, à traverser la France, à rencontrer des élus, et j'étais moi-même élue pendant deux mandats, des électeurs du Rassemblement National ou en tout cas des gens avec lesquels, a priori nous avons des difficultés pour parler un langage commun et trouver des moyens de prendre une décision les uns et les autres, ou d'avoir en tout cas un langage qui nous permettait de débattre. Et après ces 20 années, je constatais quand même que le travail était un peu vain. Donc non seulement il était vain, mais surtout je constatais, et ce n'est pas yédi dans l'histoire, mais que le terrain sur lequel nous débattions ensemble était en train de se fracturer, que ça devenait des espèces de plateformes qui dérivait, nous n'avions plus un lieu commun où débattre, y compris pour être d'accord sur nos désaccords, ce qui est le principe quand même du débat démocratique. Et donc je constatais que la frontière entre ce qui est un fait et ce qui est une opinion devenait de plus en plus floue, et que moi-même, alors que j'ai fait des études, alors que j'étais dans tous les lieux dans lesquels je pouvais facilement distinguer en fait une opinion, j'avais un peu de mal à le faire. Et notamment quand j'étais élue pendant deux mandats dans le 18ème arrondissement, je m'occupais de sécurité et la prévention de la délinquance. Et je voyais beaucoup de jeunes avec qui ces sujets-là étaient importants mais j'arrivais pas à porter quelque chose de clair en définissant ce qui est un fait, en disant que j'ai une opinion, mais ça s'appuie sur des faits que ça entoure. J'ai eu ce rêve, parce que je peux dire que de tout ce que j'ai fait c'est probablement le moins connu, mais je suis plus fière de faire un partenariat entre la Fondation Jean Jaurès et le Muséum National d'Istance Naturelle pour trouver un groupe d'experts qui chacun dans sa discipline dirait ce qu'est un fait. Qu'est-ce qu'un fait en histoire, qu'est-ce qu'un fait en sociologie, qu'est-ce qu'un fait pour les journalistes, parce qu'il faut prendre aussi les disciplines qui sont percutées par ça. Qu'est-ce qu'un fait en médecine, qu'est-ce qu'un fait en physique. Et moi mon boulot ça a été en introduction d'expliquer pourquoi c'était important effectivement de considérer que si nous n'avions plus les moyens de discuter ensemble, d'échanger, d'avoir de la controverse et la démocratie, comme quoi ça a été ensuite en conclusion de trouver quelques éléments communs transdisciplinaires parce que j'ai beaucoup plus dans ce projet au fait qu'il fallait pouvoir faire parler les sciences sociales, humaines et les sciences physiques et naturelles pour dire qu'un fait ça existe, un fait c'est transdisciplinaire et un fait ça se construit. Donc pour finir cette introduction, je vais vous partager les 5 questions que je me suis posées en obligeant, donc pas aujourd'hui seulement mais quand j'ai écrit cette conclusion, à répondre à chacune de ces questions avec 2 phrases maximum. J'ai essayé d'être la plus pédagogique avec moi-même puisque moi je découvrais un peu ces sujets et puis ce livre j'ai aussi fait pour moi et j'allais dire j'ai presque d'abord fait pour moi pour essayer de mieux comprendre, de mieux comprendre les choses. Donc partir en amont, pour outiller aussi tous ceux qui souhaitent consolider ce socle commun de discussion démocratique et donc les 5 questions que je me suis posées et que je propose de partager pour faire en 2-3 minutes. La première question c'est à quoi sert un fait ? Un fait ça sert à comprendre ce qui nous entoure. En fait c'est ça qui nous sert à décrypter les événements qui se passent, c'est ça qui nous sert à comprendre, à analyser ce qui se passe autour de nous. La

deuxième question que je me suis posée c'est comment on définit un fait ? Est-ce qu'il s'impose comme ça ? Est-ce qu'il tombe ? En fait c'est quelque chose qui se construit. En fait c'est une construction intellectuelle, c'est produit par l'humain. Donc c'est une conception, c'est quelque chose qui se construit. Et ça se construit, c'est bien ça qui est distinct d'un phénomène d'ailleurs. La différence entre le fait et le phénomène c'est que le fait il est le produit d'une évaluation intellectuelle et qui est né d'une hypothèse qui est validée et qui est validée collectivement. Je l'ai raisonné. Parce que c'est la troisième question que je me suis posée c'est comment on construit un fait ? Comment ça sait le rapport à ce fait-là ? On en parle d'une hypothèse. Et cette hypothèse, ensuite on doit, face à cette hypothèse, oublier un peu ses préjugés, oublier un peu ses réflexes aussi. Et ensuite on va, selon l'ensemble des experts qui ont contribué à ce livre, on va aller chercher le fait. Alors qu'est-ce que ça veut dire chercher un fait ? Ça veut dire observer, mener des expériences, mener des entretiens, aller chercher des indices. Et en fait c'est l'ensemble de cette matière dont on va chercher un fait qui nous permet de valider ou pas une hypothèse. Et ensuite cette hypothèse, si on constate qu'elle peut être validée, il y a le moment extrêmement important qui est la collégialité. Il faut que ce soit validé collectivement. Donc c'est pas sur ma chaise, un jour, j'ai en fait, je suis arrivée au bout de ma recherche et je me dis ben oui ça c'est un fait. Il faut aussi que ce soit validé par la collégialité. Et c'est bien dans cette collégialité qu'on peut ensuite parvenir à l'idée qu'on tient quelque chose de fiable. La fiabilité pour la quatrième et avant-dernière question, elle était pour moi effectivement fondamentale parce que la question que je me suis posée c'est est-ce qu'un fait c'est la vérité ? Ah non, un fait c'est pas la vérité. Et c'est dans ces moments-là qu'en général on se retrouve un peu en difficulté. Quoi, un fait c'est pas la vérité ? Alors on pourrait dire que c'est une vérité à tout le moins partielle et temporaire. C'est bien pour ça que l'expression qu'on utilise beaucoup quand on fait la recherche, c'est de dire en l'état actuel de nos connaissances. fondamental parce que c'est ça qui nous permet de dire que c'est fiable et qu'est-ce qui nous permet de dire que c'est fiable c'est parce que c'est vérifiable et je peux vous dire qu'avec les jeunes de l'arrondissement avec lesquels j'ai eu beaucoup d'échanges ces dernières années sur les sujets géopolitiques, sur les sujets de ce qui arrive dans l'actualité quand ils arrivaient avec c'est un fait, c'est un fait ou c'est ton opinion ? C'est pas tout à fait pareil et surtout si c'est un fait comment tu l'as vérifié ? Est-ce que c'est fiable ? Est-ce que c'est vérifiable ? Et très vite on a là des outils pour pouvoir engager une conversation de manière un peu différente et débattre des choses différentes et puis la dernière question que je me suis posée à ce moment là c'est savoir est-ce qu'un fait est immuable ? Là encore on aurait bien pensé que oui mais non bien sûr un fait n'est pas immuable c'est bien comme ça que la connaissance se construit c'est par cette rupture continue d'un fait qui vient détruire un autre fait et c'est comme ça que la connaissance se fait. Alors on a plein d'exemples, on peut, je prends deux très rapidement Le premier c'est en droit par exemple. Alors est-ce que le droit est une science ? Pas tout à fait. Enfin ceci dit il y a des vérités judiciaires il y a un fait juridique qui parfois s'applique. Une vérité judiciaire, un jour un jugement est rendu et on a une vérité judiciaire mais quelques années après un autre indice, un autre fait peut venir contrevenir à ce qui a été jugé et on peut avoir un autre jugement et donc une autre vérité judiciaire et c'est la même chose en histoire. Pendant des années on a considéré que des femmes vikings par exemple qui avaient été renéguées autour du foyer à cuisiner, en fait la recherche en histoire aujourd'hui permet de penser que non il y a des femmes grâce à des recherches archéologiques, des femmes vikings qui ont été des grandes guerrières et donc on a vu complètement autrement cette société, on l'a lu, on l'a analysé de manière différente. Donc pour finir, il me semble que ce travail là il nous a permis, en tout cas il peut nous permettre de retrouver un terrain commun un terrain commun d'échange, de discussion par contre d'accord, pour assumer les désaccords et partir en tout cas des faits qui nous permettent d'avoir une discussion qui nous permettent ensuite de prendre les meilleures décisions en étant des citoyens éclairés et au fond c'est ça le but de la démocratie.

Alexandre Rieu : Merci beaucoup Zara. Je vais m'adresser maintenant au professeur Denis

Engoulement, je m'adresse à vous parce que vous êtes médecin et que Zara parlait de l'histoire et aussi d'autres disciplines, peut-être plus spécifiquement dans votre discipline en médecine, à quel moment finalement on peut dire qu'un résultat est suffisamment robuste pour que l'on puisse s'y appuyer et autrement dit, qu'est-ce qui transforme une observation, une hypothèse en une connaissance établie

? En fait Zara a déjà tout dit, je n'ai pas grand-chose à ajouter. Je retrouve beaucoup de la façon dont on résonne, dans ce cas-là, établi sur l'imméabilité des faits, etc. En fait, je vais partir d'une idée qui est peut-être un peu contestable, mais une connaissance ne peut jamais être basée sur une seule observation. Je vais parler de la collégialité. Je suis médecin, je donne un traitement à un patient, il va guérir, parce que pour autant je peux affirmer que mon traitement est efficace. Et enfin une généralité. Évidemment, mon patient a pu guérir tout seul. Il a pu pas prendre mon traitement. Je rappelle que 50 % de ce qu'on testait sur l'enténant s'est déjà pris pour ST1. Il peut y avoir un effet placebo qui est largement démontré. Donc je ne peux pas, effectivement, à partir simplement d'une observation en tirer des conclusions. La façon dont on fonctionne en science en général, en science biomédicale, je suis médecin, je suis également chercheur à l'Inserm, c'est qu'on génère des hypothèses à partir de l'observation. La notre, celle des autres, la littérature scientifique, c'est de l'observation, de la multitude de sources. Et à partir d'une hypothèse, on bâtit ensuite une méthode expérimentale pour vérifier notre hypothèse. Et cette méthode expérimentale, dans le cadre d'une vérification des fittestés d'un médicament, pour nous le graal c'est l'essai clinique, l'essai clinique randomisé. Mais ça ne répond pas à qu'il quitte les questions, parce que c'est clinique randomisé, ça permet de s'affranchir à un certain nombre de biais pour pouvoir ensuite analyser nos résultats. Mais si je dois répondre à la question de savoir si le fait de fumer des cigarettes donne un cancer de poumon, je ne vais pas faire un essai. Je ne vais pas randomiser des gens que je fais fumer et d'autres plats fumés pour voir s'il faut un cancer. Ça pose des problèmes éthiques qui, évidemment, vous apparaissent tout de suite. Donc là, on utilise d'autres techniques, qui sont notamment les analyses épidémiologiques. Quand on a beaucoup de données, comme un sujet, on peut, c'est souvent ce qu'on fait, agrégé ces données à travers des techniques de revue systématique, d'étalage, d'analyse et d'étoiles statistiques, qui nous permettent petit à petit, effectivement, d'identifier des faits. Mais ces faits, ils ont toujours une validité qui est liée à ce qu'on appelle l'indice de confiance. On génère des connaissances médicales, à l'heure où on se parle, en ce moment, il y a le Congrès européen de cardiologie, et là, on présente les résultats des grandes études. Ces études, elles vont ensuite être utilisées, les études cliniques, pour nos recommandations internationales sur la façon de soigner le handicap de l'aspirateur. Pour les recommandations, on lui donne toujours à côté deux indices, qui sont les indices de confiance. Ce qu'il y a de niveau de confiance, je peux avoir dans les faits qui ont pour but d'établir ces recommandations et de dire que quand on est fait un infarctus, il faut prendre de l'aspirateur par exemple. Et ces niveaux de confiance, ils vont être basés sur le degré, avec quelle force, avec quelle vigueur les scientifiques recommandent pour accepter ces recommandations. Et également, quelle a été, finalement, l'article de confiance sur la méthode expérimentale. Par exemple, le plus faible niveau pour notre confiance, niveau C, c'est l'avis d'experts. C'est-à-dire qu'il y a des domaines de la médecine pour lesquels on n'a pas de réponse. On n'a pas d'études. Si un peu de patients, c'est une niche, vous n'aurez jamais les moyens de faire une grande étude, soit parce que c'est pas possible. Si je peux pas prendre de l'idée de la chirurgie, opérer ou pas opérer, le double avocat ne va pas être possible. Et donc en ce cas, les experts finissent par dire aux médecins, voilà ce qu'on recommande. Et donc l'avis d'experts qui est souvent porté au nu pour nous, c'est le plus bas. Ça vous permet une petite idée de la façon dont on apprécie les faits qu'on prouve. La deuxième chose, et donc on approuve ça parfaitement vite, c'est est-ce que un fait produit toujours la vérité? Non, parce qu'il y a certainement de confiance. Et est-ce qu'il est immuable? Non plus. Moi ça fait 30 ans que je suis cardiologue. En 30 ans, j'ai vu plusieurs fois des révolutions complètes sur le traitement. Par

exemple, quand j 'étais utilisé en médecine, c 'était directeur de la broméonaire précédent aussi, on disait que les beta -blockers, les médicaments sont interdits dans la substance cardiaque. 30 ans après, ces médicaments sont en première ligne dans la substance cardiaque parce qu 'ils sauvent des vies. Et d 'ailleurs, le changement, c 'est fait à l 'époque où je passais mon concours d 'internat. Vous m 'avez été très embêté, les étudiants étaient allés voir les patrons, en disant, le concours est dans 3 semaines, qu 'est -ce qu 'on met si il y a une adjuvance cardiaque? Les étudiants viennent de sortir en disant que ça sauve des vies. Ça fait 50 ans que c 'est interdit. On s 'en dit, ça tombera pas. Parce que nous -mêmes, on sait pas ce qu 'il faut faire. Bon, 30 ans plus tard, ces traitements sont largement que simplement il y a eu de nouvelles hypothèses. Il faut dire que nous devons aussi former nos jeunes générations, à remettre en cause. Ça ne s 'agit pas de faire de la fabrique du doute, ça c 'est très mauvais. Mais il s 'agit de les former, à avoir un esprit critique et à se dire, on fait comme si, on fait comme ça, mais peut -être qu 'on peut réinterroger et faire de nouveaux plans extrêmement court pour arriver à produire de nouvelles connaissances et de nouveaux faits. Donc voilà un petit peu la façon dont on travaille en recherche de médicaments. Je pense que les gens scientifiques vont parler.

Alexandre Rieu : Merci, c 'est très intéressant d 'avoir cet éclairage pour la médecine. Je vais passer la parole maintenant à Gisele Sapirou. Ce qu 'on voulait se poser ici comme question, c 'est que finalement la science, ça ne se produit pas en dehors du monde social, elle se fait dans des institutions avec des règles, avec des financements, avec des carrières, parfois des engagements et des rapports au pouvoir aussi. Comment est -ce qu 'on prend au sérieux cette dimension sociale dans la recherche, sans basculer dans l 'idée que tout résultat ne serait finalement qu 'une opinion située

? Oui, la science sociale de produire des contraintes sur la recherche, la recherche a pu être mise au service d 'idéologie, elle a pu et peut être mise au service d 'intérêts privés. L 'idéologie, bon, on se fait penser à la censure sous le fascisme, sous le communisme, mais aussi aux instrumentalisation de la recherche. On peut penser aux régimes libéraux qui interdisent les études de genre, par exemple en Russie, en Angri, en Turquie, il y a restrictions, les deux sont interdits par Trump dans la recherche, dont racisme, inégalité, race, racisme, inégalité, climat, genre et femme. Donc, les enseignants aux Etats -Unis et les enseignantes ont abandonné certains sujets du cours, du séminaire, de peur d 'être dénoncés par des étudiants. Donc, on est là. C 'est une remise en cause de la liberté d 'enseigner. Ça, c 'est pour l 'idéologie, c 'est autour de nous, ça proche de nous. Il y a les intérêts privés. Et on a l 'exemple des laboratoires phare - qui peuvent masquer certaines de la vérité qui vont contre leurs intérêts et une responsabilité énorme d 'un laboratoire dans la crise des opioïdes aux Etats -Unis c 'est un exemple parmi d 'autres qui sont créés et peut -être plus connus que d 'autres il y a des gens qui sont bien protégés ça pose la question de la protection de la liberté académique et de l 'autonomie de la recherche face à ces intérêts donc se pose aussi la question des pressions extérieures instrumentalisation, intimidation, les procès bâillons qui se multiplient des entreprises qui font des procès à des chercheurs, à des juristes parce qu 'ils risquent de... en fait ils proposent leurs intérêts en dénonçant des essais non pratiques mais ça passe aussi par le biais des clinéphiles lancement de la recherche pas seulement la recherche qui est commandité qui vaide contre à des intérêts, à une demande idéologique pour de l 'argent, ça existe aussi les avocats d 'acteurs qui travaillent pour ces firmes c 'est purement lucratif mais aussi la question de la hiérarchisation des priorités sur les différents types d 'intérêts dans la recherche par exemple on sait qu 'il y a un sous -financement de tout ce qui est le domaine de la gynécologie dans la recherche et donc ça ce sont des intérêts qui sont difficiles à déterminer mais c 'est toute une hiérarchie des savoirs et donc vous l 'avez dit Alexane le rôle du financement public comme garantie démocratique dans les régimes démocratiques c 'est vital, il faut qu 'on en ait conscience et tout ce que les financements précis, c 'est pourquoi aujourd 'hui par exemple aux Etats -Unis on a cru pendant

longtemps que le modèle c'était la reading des universités américaines privées avec des financements, une fonte d'autonomie etc mais aujourd'hui elles ont vraiment le coup de sangle avec une pression énorme des financiers et comme il se passe partout dans la finance, dans l'édition ailleurs aujourd'hui c'est à dire une ingérence des financiers le capital financier fonctionne comme ça dans les contenus ce qui n'était pas supposé être le cas et donc là c'est pareil pour ces universités alors les financements publics c'est vital aussi pour financer la recherche fondamentale plutôt que la recherche adhérentée parce que la recherche appliquée ça correspond à une demande des entreprises où il peut y avoir du financement pour ça mais la recherche fondamentale sans laquelle on n'aura jamais de recherche appliquée il faut continuer, il faut avoir conscience que c'est quelque chose à défendre c'est pas une sorte de privilège de chercheur et on sait que ces financements sont une forte réduction depuis un certain temps et ça c'est lié aux politiques néolibérales et j'y reviendrai en tout cas on a vu les conséquences sur le Covid on sait que la site UBASTA est sur le point de découvrir l'ARA messenger quelques années avant la déclenchement de la pandémie et que pour des coupes de financement tout s'est arrêté donc on aurait pu prévenir une catastrophe au niveau au moins national si on avait continué à financer les recherches alors j'ai évoqué le néolibéralisme en fait le néolibéralisme s'est traduit par le New Public Management c'est à dire l'idée qu'il faut appliquer les méthodes manageriales aux institutions publiques l'hôpital, la poste, tous les services publics et la recherche et l'université c'est à dire soumettre ces institutions à des indicateurs de performance fixés selon les normes des capacités de conseil indifférenciés selon les secteurs, on s'en fiche c'est toujours les mêmes indicateurs sont des indicateurs en termes d'impact pensés uniquement en termes de retombées économiques et d'audience c'est les deux impacts qui sont considérés donc on a vu le CNRS fumer des discussions sur la question de l'impact et il n'y avait

que des autres critiques d'impliquer par exemple l'idée que l'enseignement secondaire puisse être concerné par l'habitude de l'impact du développement des connaissances ça n'avait même pas

effleuré la direction du CNRS alors ce qu'on a sur le corps naziste aussi est très d'inquiétant alors je pense que ce n'est pas encore venu en France, on est vraiment très protégé parce qu'on a une tradition très forte et aussi un corps enseignant très combatif on a été à ce point la recherche il y a quelques années et donc ce accord naziste c'est la marchandisation du savoir et c'est pas que les... alors la privatisation des universités partout dans le monde et aussi l'évergence d'universités privées en France fortement corrigées par le gouvernement actuel l'embook c'est à dire vendre des enseignements, créer des enseignements enregistrés ça va faire beaucoup d'économie sur les enseignants et continuer à les utiliser c'est à dire qu'on pourra pas réagir à l'évergence, on pourra pas avoir d'interaction directe avec les élèves et alors d'autres choses comme le détournement des fonds publics européens qui sont destinés à la recherche au profit d'intérêts privés de grands groupes d'éditions scientifiques Worldledge, Springer, Sage alors on pense tous que c'est formidable il y a une obligation d'open access imposée par la publicité européenne sur le savoir tout doit être ouvert, formidable, on est absolument d'accord en France, on le fait depuis longtemps sauf que là ça veut dire qu'il faut donner de l'argent qui est destiné à la recherche à des groupes d'éditions, des sommes faramineuses c'est indescriptible, en Allemagne un doctorant est obligé de publier sa thèse pour qu'elle soit validée on l'oblige à payer 10 000 euros pour publier sa thèse des actes de colonnes ça peut aller jusqu'à 100 000 donc je pense qu'on a pas de notion de ce qui nous tombe dessus et puis il y a la notion d'autonomie, je voudrais revenir dessus parce qu'elle a été appropriée des moyens de son sens qui est lié à la liberté académique à l'origine l'autonomie des universités, ça c'est le vocabulaire du néolibéralisme et du public management en fait quand on a parlé d'autonomie des universités, cette autonomie elle a été conçue que financièrement c'est à dire que c'est -ce qui s'est passé, ça va être du tel de l'Etat tous les recrutements doivent être validés même si il y a une certaine autonomie ça a été connu depuis toujours d'ailleurs aux enseignants qui

avaient existé dans les recrutements mais ça doit être validé toujours d'en haut parce qu'on est dans une université publique mais là ça voulait dire que les universités doivent assumer le coût des retraites et donc on n'a qu'une université en France qui se trouve quasiment en faillite et donc obligée de limiter les recrutements donc revenir au sens de la notion d'autonomie, il nous semble que c'est essentiel pour comprendre les enjeux qui pèsent aujourd'hui sur la liberté économique l'autonomie qui caractérise l'enseignement supérieur comme d'ailleurs les professions libérales également les médecins, les avocats, ça veut dire quoi ? ça veut dire l'évaluation par les pères donc liberté de recherche, liberté d'enseignement, liberté d'expression ça c'est les conditions de la liberté académique et tout ça en France c'est avec une dérogation de statuts de fonctionnaire parce qu'on n'a pas d'évaluation hiérarchique, on est évalué par ces pères et donc ça c'est vraiment important de comprendre que c'est dérogatoire parce que ça peut nous être retiré à tout moment selon les dates des prochaines élections et je voudrais juste en France une minute parler de la distinction entre autonomie et neutralité on confond très souvent les deux la neutralité c'est une mauvaise interprétation en anglais de la notion de M. Weber de Wertheide libre de valeurs Weber qui d'ailleurs parlait de l'enseignement à l'époque où il y avait des nationalistes ultra-racistes qui faisaient des cours et qui professaient qu'ils utilisaient la chair pour empruntrer les jeunes et qui a dit qu'il ne faut pas servir de la chair pour la transmission ça a été interprété dans la réception de l'Union Etats-unienne comme une obligation de neutralité et en fait c'était contre le communisme et de neutralité et que les scientifiques seraient là pour poser des diagnostics et que les politiques développeraient enfin voilà, leurs politiques à partir de là or les faits ne sont pas neutres et ça c'est important de le savoir selon la façon dont les données alors ça a été dit sur les faits, qu'est-ce que c'est ? c'est bachelard, le politique de le fait il est construit, constaté donc ça revient à tout ce qu'on a dit auparavant donc selon la façon dont les données sont interprétées elles peuvent venir conforter ou contredire l'idéologie dominante mais juste à une certaine limite Staline qui prétendait croire dans la science a fait assassiner tous les statisticiens en 38-39 qui malgré tous leurs efforts parce qu'ils voulaient vraiment, ils y croyaient ils voulaient vraiment apporter des faits pour justifier son client mais ça marchait pas, ça fonctionnait pas et ben ils ont tous été assassinés et parce qu'ils respectaient leur méthodologie voilà, donc la science ça consiste à produire des données sur la base de l'observation, on l'a dit, les interpréter mais c'est un processus dépendre d'hypothèses de départ ça appuie sur la recherche antérieure c'est un processus dynamique on est sur la discussion, sur la contraction sur l'évaluation des méthodes d'interprétation et il faut distinguer à mon avis une recherche au service d'une idéologie une recherche engagée une recherche peut être engagée sans être au service d'une idéologie il y a, vous savez, en un mot l'exemple de Bourdieu qui a su dévoiler les mécanismes cachés et les relations avec les autres par exemple les écarts de capital culturel dans la réussite scolaire c'était un indicateur, voilà, une construction à isoler dans l'étude, à partir du moment où on l'isole, et aussi on change de méthode de calcul, c'est-à-dire qu'on rapporte la part des enfants de classe, des différentes classes à l'université, à leur part dans la population, là on peut faire un calcul des chances d'accès à l'université, et du coup là on obtient une nouvelle série de faits qui montrent qu'il y a des écarts dans ces chances qui va entre 1 et 60 % selon la classe d'origine.

Alexandre Rieu : Merci beaucoup Gisèle, on a fait la définition de ce qu'il y a à faire, on a une application de ce qu'il y a à faire en médecine, on a parlé des institutions, maintenant une fois que tous ces éléments là, j'aimerais qu'on évoque avec Arthur qu'est-ce qui se produit quand le café entre dans l'espace public, maintenant qu'il a été produit il va entrer dans l'espace public, et quand il rentre dans l'espace public, et d'ailleurs des réseaux sociaux, on a toujours une interrogation en disant, est-ce que finalement c'est la vérité, est-ce qu'il n'y a pas un biais qui est aussi amené par les réseaux sociaux, les réseaux sociaux qui permettent aussi la diffusion de fausses informations, et ça pour le coup, je ne dirais pas que c'est un fait établi, puisque je n'ai pas la recherche entière sur le sujet, mais en tout cas nous le voyons toutes et tous aujourd'hui, comment Arthur t'a analysé ça,

et qu 'est -ce que tu peux nous dire, vous regardez les travaux que t 'as menés à l 'Assemblée Nationale.

Merci Alexandre, en fait je pense qu 'il faut poser une distinction entre un fait public et un fait visible, parce que finalement ce n 'est pas parce que je publie un fait que vous allez y avoir accès, et cette question elle se pose de façon décuplée à l 'ère des réseaux sociaux, parce qu 'aujourd 'hui, ce qui nous est présenté dépend d 'algorithmes de sélection qui ne sont pas fondés sur le critère du factuel, du contrefactuel et de la vérification. Et c 'est bien le problème, c 'est même l 'inverse, c 'est que ce qui va être viral, ce qui va donc vous être présenté, est peut -être quelque chose qui va plutôt être faux. Alors je dis plutôt être faux, pourquoi ? Parce que l 'information est présentée parce qu 'elle nous choque, et une information qui nous choque ce n 'est pas forcément une information qui est vraie, et ça c 'est problématique. Donc ça veut dire quoi ? Ça veut dire que je dis une bêtise, en fait vous allez plus être attentif à ma bêtise, ma bêtise va avoir plus de persistance dans votre esprit, parce qu 'elle aura un peu choqué votre cerveau, vous n 'êtes pas forcément habitué à ça. Et comme l 'objectif des réseaux sociaux n 'est pas de diffuser la vérité, de diffuser des faits établis, mais de garder le plus longtemps possible leurs utilisateurs, ils ont tout intérêt à vous présenter quelque chose qui n 'est pas vrai. En tout cas, à ne pas mettre en place des mécanismes de vérification de l 'information. Néanmoins, ce processus a fait l 'objet de tentatives de réaction. Les premières tentatives ont été des éléments de certification sur les comptes, des individus pour pouvoir dire, lui, il parle depuis un certain endroit si l 'autorité publique, par exemple, gouvernementale, c 'est un média. Et donc, du coup, ce qu 'il va dire est une parole de confiance. Parce qu 'on apprend aussi dans un monde où on ne sait pas exactement qui dit des faits établis, à se dire qu 'il y a des autorités qui ont plus de chances de présenter une parole avec des faits vérifiables, que ce soit des journalistes, par exemple, parce que c 'est dans leur connaissance et dans leur logique, les autorités gouvernementales, notamment, même dans les démocraties. C 'est vrai, c 'est important de le préciser. Mais, en vrai, tout ceci est en train de voler en éclats. On a vu la première brèche, la première grosse brèche le jour où, par exemple, X s 'est mis à vendre des certifications et donc n 'importe qui pouvait devenir une autorité badger et introduire, finalement, de la défiance envers les autorités certifiées. Et donc là, on a une vague correctrice parce qu 'ils se sont mis à différencier les autorités en jaune les médias, en gris les institutions de contact et en bleu les gens qui achetaient leurs certifications. Et puis, on a observé que même par exemple les couranges les autorités médiatiques pouvaient produire des... Si vous regardez, Cerfianou, etc. Aujourd 'hui, en fait, tous ces comptes qui ont eu beaucoup, beaucoup, beaucoup d 'abonnés ne sont pas des comptes qui répondent aux objectifs de théontologie journalistique, ce ne sont pas des journalistes, ce sont des comptes qui relaient des informations des pseudo -informations, mais ce sont des faits qui sont établis. Et c 'est parce qu 'ils ne font pas ce travail de vérification et qu 'ils ont une présentation de l 'information qui dit d 'abord à Chokré qu 'ils vont fonctionner, qu 'ils vont gagner de l 'argent et qu 'ils vont pas rien être revendu parfois à des groupes de presse comme je crois que vous l 'aurez pour Cerfianou. Donc, là vous avez un problème, c 'est que même le badge du média n 'est plus un vrai badge du média. On essaie de trouver des réponses à ça. Moi j 'ai mis par exemple un rapport au premier ministre sur les enjeux de réseaux sociaux et de nouvelles formes de régulation et de nouvelles formes d 'influence. Et ce rapport, il préconise notamment quelque chose qui a fait beaucoup débats ces derniers temps quand le président de la République l 'a dit, c 'est de dire qu 'il faut en fait certifier les producteurs d 'information. Parce que la question c 'est qui certifie ? Si c 'est l 'État, l 'État tropien peut être supprimé d 'avoir par exemple des mécanismes de certification qui ne sont pas dans le sens des critères qui ont été établis. Et donc ce que nous proposons c 'est de mettre en place comme ce qui se passe pour la vérification des médias le Trust Initiative qui est en fait un moyen de vérifier si les médias répondent à des critères d 'information qui est en fait le consortium mondial de créer une espèce d 'association de certification minimale des émetteurs pour qu 'on puisse savoir quels sont les émetteurs de confiance et ne pas lier ni à des gouvernements ni à des

plateformes le fait qu'on accorde de la confiance aux sources. Et par ailleurs que si on a ces émetteurs qui sont établis et garantis eh bien que derrière les réseaux sociaux s'engagent dans leurs algories à pousser ce type d'information de façon plus importante. Parce que de toute façon on pourrait toujours être certifié si il y avait deux personnes qui voient votre information certifiée eh bien en fait ça ne servira pas à grand chose et il y a quelque chose qui se dit assez souvent c'est que une information fausse se diffuse dix fois plus vite que l'information vraie pour les réponses que j'ai évoquées mais ce n'est pas vrai la diffusion de l'information n'est pas linéaire donc en fait ce n'est pas parce que c'est exponentiel donc c'est bien plus que dix fois plus fort la diffusion d'une fausse information si vous multipliez par dix si vous multipliez votre résultat par dix vous voyez que la courbe elle brille comme ça alors que l'information vraie elle se diffuse plutôt comme ça voilà, donc il y a toujours ce problème, donc la question c'est au-delà de comment est-ce qu'on arrive à pousser dans l'algorithme des informations des faits eh bien comment est-ce qu'on arrive à lutter contre la propagation de la fausse information et donc c'est là où il y a des enjeux de modération des contenus d'obligation de modération des contenus donc aujourd'hui sur les mécanismes de signalement ça c'est grâce notamment aux trois groupères mais vous pouvez aller dire que ce message diffuse une fausse information et donc du coup ça doit normalement selon les réseaux sociaux doivent ralentir la propagation voire invisibiliser la diffusion de ce poste et donc ça ça dépend évidemment de l'éthique de celui qui est derrière l'algorithme et puis et j'ai arrêté là qui m'était imparti mais au-delà de cette limitation de temps d'information se pose évidemment la question des mécanismes de sanction et de capacité pour l'Etat de contrôler l'Etat ou la puissance publique de contrôler ces plateformes qui sont essentielles aujourd'hui dans la vie démocratique et même dans la vie scientifique et le problème c'est que aujourd'hui on le sait les jeunes s'informent de plus en plus je veux dire plus de la moitié des jeunes s'informent exclusivement sur les réseaux sociaux et en même temps ils accordent une faible confiance à l'information qu'ils voient sur les réseaux sociaux donc on peut pas dire qu'il y ait de naïveté et que finalement le principal risque n'est pas l'endoctrinement de masse mais la défiance de masse et ça c'est le vrai problème qui est pour la puissance publique c'est comment est-ce qu'on arrive malgré tout à maintenir des mécanismes de confiance évidemment ça passe par l'éducation etc mais ça passe aussi par le fait d'avoir des espaces sociaux qui sont les plus fiable possible et donc avec un certain nombre de règles et ça ça se produira d'abord à l'échelle européenne Merci

Alexandre Rieu : beaucoup Merci beaucoup Arthur donc je reste toujours sur l'effet qui entre dans l'espace public et tu évoquais finalement à demi mot et sans le citer mais tu parlais de lx, tu parlais donc des patrons on va dire de ces plateformes, de leur lien aussi présent ou supposé avec les forces politiques et là je vais vous tourner du coup vers Gisèle Sapiro dont les travaux ont beaucoup tourné autour de la question de l'extrême droite et des populistes. On voit aujourd'hui du coup ces forces populistes et notamment l'extrême droite ne plus seulement contester certains résultats mais mettre en cause directement les chercheurs, les institutions, les universités et la légitimité même de la production scientifique et finalement peut-être pour que tout le monde comprenne bien quelles sont les méthodes de cette légitimisation employées par certaines forces politiques.

Je

veux dire que c'est parfait dans les nouveaux parce qu'on peut faire remonter la contestation de la science, la remise en cause de l'héliocentrisme, la mise à la tête du livre de Cernic par l'indiction ou l'idée que la terre serait plate et qu'il y en a encore plein d'adeptes. L'église catholique a été un truc puissant, vecteur de contestation de la science jusqu'au garbouillenisme au 19e siècle, bien sûr ensuite les sciences sociales. Pourquoi ? Parce que les sciences sociales, notamment par exemple la sociologie de la religion, ont relativisé la religion en comparant les grandes religions monothéistes avec les autres et donc du coup c'était une relativisation qui allait contre la conception essentialiste

qui prévalait, j 'ai dû dire certaines curètes, D 'Agaton contre la nouvelle Sorbonne, Pierre Lasserre, d 'action française qui s 'est acharné contre Émile Turquême avec des attaques teintées d 'antisémitisme. Et ça c 'est aussi une tradition qui s 'est transmise, il y a aussi des lignes directes de ces types de critiques. Alors l 'extrême droite elle défend aussi souvent sur des bases religieuses une approche essentialiste, contraire aux démarches fonctionnalistes ou relationnelles qui prévalent dans la science, et ça concerne aussi par exemple les identités nationales, c 'est pas seulement les faits de biologie ou les faits liés à la religion, mais les identités nationales sont conçues par l 'extrême droite comme des existences, alors que l 'extrême droite est la question de la famille, et ça aussi chez les plus frac conservateurs, alors que l 'histoire, la science politique, la sociologie vont montrer que les identités collectives ou les formes d 'organisation domestiques sont des contraptions sociales dont on peut retracer la jeunesse qui varie dans différentes cultures, etc. Alors ces attaques elles étaient plus focrées quand l 'extrême droite était à la marge de la civilité, mais l 'offensive actuelle ça serait dans un long combat qui remonte à la pré-gauche, surtout à la pré 1968, on peut vraiment retracer des lignes, donc là c 'est plus visible, et ce combat est devenu de plus en plus virulent et organisé avec la l 'auté de l 'extrême droite et le recours aux réseaux sociaux. On pourrait penser que c 'est complètement diffus, mais en fait non, il y a des centres qui organisent ces stratégies, et donc ce sont des tentatives de discréditer la science en la réalisant à de l 'idéologie. Et ça passe par des attaques à de personnes âmes, des tentatives de discréditer la recherche à partir d 'engagement de chercheurs, par exemple j 'ai évoqué l 'exemple de Bourdieu, en 95 quand Bourdieu s 'est engagé, en fait son engagement politique dans le mouvement de 94 a été utilisé pour discréditer sa sociologie. Alors les plus ciblés aujourd 'hui sont les études de genre, notamment aux Etats -Unis, elles sont rendues responsables du démantèlement de la famille traditionnelle, qui d 'ailleurs ne les avait pas attendues pour se démanteler tout seuls, mais aujourd 'hui il y a des courants au sein de Magas des Etats -Unis qui veulent qu 'on voyait les femmes au foyer, et bien on en est là, comme ça a été le cas sur le Dichty, et leur interdire le droit de vote en restant un vote familial. Il y a quand même toute une idéologie derrière la sociologie, ma discipline est aussi très fortement contestée, y compris par en France il y a eu un moment où un ministre socialiste, qu 'on se souvient qu 'il a dit après les attentats du 13 novembre 2015 qu 'il ne voulait pas d 'excuse sociologique, une confusion totale entre explications et justifications, ou entre comprendre et pardonner, et l 'histoire aussi est remise en cause lorsque le racisme national que défend l 'extrême droite est en plus. Donc le problème c 'est que cette remise en cause de certaines sciences provient aussi de l 'intérieur du monde académique pour diverses raisons qu 'il faut pointer. Il y a toujours eu de la science au service d 'idéologie, il y a eu la craniologie qui a fondé les théories racistes, il y a eu l 'idée technologique de stade de développement de la civilisation qui permettait de faire en chité et de justifier la théologisation, il y a eu la sociobiologie qui revient à la mode, qui venait étayer la domination de ce principe de masculine avec l 'idée du gène égoïste, il y a des luttes de territoire entre spécialité ou rivalité entre courants, et puis il y a des chercheurs conservateurs qui s 'incompréent la notion de liberté académique dans le sens de la neutralité que j 'ai évoqué tout à l 'heure, et qui condamnent toute pensée critique comme relevant de l 'idéologie. Et là je peux évoquer la pétition des cent contre le rockisme, on a répondu en été 3000, en face ou un peu plus, contre le rockisme et la concept culture. Le colloque qui a suivi en Sorbonne qui s 'intitulait Après la déconstruction, un colloque hauteusement ouvert par notre ministre de l 'éducation qui avait réquisitionné la Sorbonne contre la vie de la Présidence, et au sous -couverture de liberté académique, on avait invité des idéologues d 'extrême droite comme le fameux Mathieu Bourquotet à se prononcer, il n 'était pas le seul, des journalistes qui n 'étaient pas chocés, mais qui étaient là étaient choqués, donc ils étaient invités à émettre leurs opinions, prétendument très savants, sur des questions scientifiques. Alors ce mouvement, il faut savoir, c 'est organisé en réaction aux études de genre et aux études post -coloniales, aussi aux race studies aux Etats -Unis, c 'est ce combat, ils s 'appellent, c 'est le combat contre ce qu 'ils ont construit comme une notion de la critical race theory, qui inclut aussi le féminisme et tout ça, et aussi contre la politique de diversité à

l'université, et c'est mené par des entrepreneurs de doute, peut-être que Christopher Ruffo, qui a joué un rôle très important dans l'offensive des Républicains contre ceux qui le considèrent comme un danger existentiel pour les

Alexandre Rieu : Etats-Unis,

donc lui il était fait le rôle dans différents instituts, il a fait des documentaires extraordinaires, il n'est pas tout tout scientifique, donc des instituts ultra-conservateurs, il travaille à présent pour le Manhattan Institute, il avait été nommé membre du comité d'administration du New College en Floride, c'est avant même l'arrivée de Trump pour son deuxième mandat, et c'est lui qui avait contribué à la fermeture du centre pour les changements statistiques du college et à la suppression des cours de sociologie obligatoires dans le cursus. Et c'est Ruffo qui a inspiré notamment à Trump les mots à bannir de la recherche. Alors on pourrait y voir un simple backlash, une réaction au kism, ce que Trump a appelé la concept culture, on va dire que c'est Trump qui l'a baptisé à l'université, mais en fait non, parce que cette idéologie antiscientifique elle a des racines antérieures, on peut la retracer, elle était juste moins visible. Voilà, sur la concept culture, si je peux en dire un mot, je veux dire que les étudiants de ces meufs, qu'on puisse lire des textes racistes, sexistes ou homophobes, en classe, sans réflexion critique, montrent à mon avis qu'elles et ils ont développé une certaine réflexion critique, et que les étudiants aient des questions ou des contestations, moi ça me dérange pas celui-là, discuter avec eux, c'est mon rôle, et pas pour les censurer. Qu'ils aient une vision critique du canon, c'est plutôt à mon avis justifié, parce qu'un canon où on a que des hommes blancs occidentaux, ça pose quand même un certain nombre de questions, même aujourd'hui l'histoire des sciences est en train d'être révisée, on comprend toutes les collaborations transnationales et trans-culturelles que conduit aux savoirs qui sont genés de la circulation, que ce soit les savoirs, la médecine arabe, la médecine au XVe siècle en Inde, enfin voilà, tout ça, c'est une partie de l'histoire des savoirs qui a été occultée, et qu'il faut réviser, voilà, donc pour moi c'est plutôt un galet de réflexion sur le rôle que les productions culturelles, par exemple, ont pu jouer dans la reproduction de la violence symbolique à l'égard de certains groupes minorés, racisés, etc. Alors j'ai parlé jusque-là surtout d'idéologie, mais je voudrais revenir à la question des intérêts économiques dont le climato-sceptisme, est un exemple à mon avis paradigmatique puisque'il est également né d'une stratégie organisée de King Tank, conservateur, financé par l'entreprise d'énergie, sur le modèle de la campagne qui avait été menée de l'industrie du tabac, pour mettre en doute les résultats concernant la nuisance du tabagisme, donner une résonance aux voies dissidentes, et faire émerger un pseudo débat pour différer la régulation ou médiatité de débat et créer comme s'il y avait un débat scientifique sur la question. Et ces campagnes y avoir au cours à des experts non spécialisés et financent des publications non scientifiques, mais parviennent à accéder au média par les voies qu'on a évoquées, d'abord les plus conservateurs, mais après on voit ça essaie, et utilisent des réseaux sociaux de façon massive, très organisée, voilà. Et là encore je dois évoquer un triste exemple, malheureusement c'est un ministre de socialisme lui-même, chercheur dans un autre domaine, qui a relayé et popularisé le discours cloroclimato...

Alexandre Rieu : Merci beaucoup, Gilles -Alice et Pierrot. Peut-être que je vais passer à Bertrand Hubert pour évoquer quelque chose qui, quand on a parlé de la manière dont il fait arriver dans le débat public, tu m'as dit directement, en fait, Alexandre, le sujet c'est la confiance. La confiance en fait qu'il y a une population en ces chercheurs, en ces institutions, en ces journalistes aussi, toutes les personnes qui sont finalement des émetteurs des faits, en fait on va dire ça comme ça, et qu'est-ce qui finalement, selon toi, qu'est-ce qui se passe en fait contre le doute scientifique, ce qui est normal finalement dans la recherche, trouve des émetteurs politiques et qui le transforment en relativisme, et je sais que tu as des très bons exemples sur le sujet, parce que tu me les as donnés, je me suis dit que c'était intéressant qu'on en parle ce matin.

Merci, alors c'est très intéressant parce que effectivement, quand on a une présentation sincère, de jeux, de phénomènes comme la production de la science, c'est ce qui est dans une situation paradoxale. Quand vous dites, et c'est vrai, que quand on est en tout cas dans un domaine, et que je qualifierais très simplement d'expérimental, le sens expérimental, c'est peut-être en médecine évidemment, et ça a été extrêmement bien dit. Au passage, je suis mathématicien, ça n'est pas une discipline expérimentale, nous avons un régime de vérité qui n'est pas du tout le même. Mais quand on est dans un domaine expérimental, que des faits soient produits dans des conditions, et soit avec des limitations, et les publications scientifiques introduisent normalement toujours des limitations d'un travail scientifique, alors oui effectivement, ils peuvent être évolués. Et ils peuvent évoluer. Mais j'ai aussi le souvenir, ce que Gilles Elsapiro évoquait Claude Allègre, d'une table ronde avec Claude Allègre et une matière d'années, auquel je participais, et où je le voyais mobiliser, il mobilisait exactement le fait que l'effet scientifique était révisable. Au profit, on le sait, d'un petit mastocepticisme, ce à quoi j'ai rétorqué que quand un théorème était démontré, il était démontré pour de bon. Un théorème de Pythagore, il n'est pas révisable, il est vrai. Encore une fois, on n'est pas dans les mêmes régimes de vérité, on est bien d'accord. Mais la difficulté, c'est qu'il faut avoir une connaissance divine de ces mécanismes pour les comprendre dans leur subtilité. Et quand on en est un petit peu loin, et surtout quand certains vont avoir une volonté considérée comme extrêmement illégitime, morale, et extrêmement dangereuse, et c'est extrêmement le cas à l'extrême droite, et bien ça va être accaparé et détourné. Et si on reste sur l'extrême droite, si on reste sur les États-Unis, et Gilles -Alsac -Pierre en a très bien parlé, voyons aussi comment ce qui s'est passé en particulier aux États-Unis autour justement de tout ce qui a été sous l'angle de ce qu'on a appelé la déconstruction, c'est -à-dire la compréhension des phénomènes qui conduisent à construire des éléments qu'on mobilise dans la société, en particulier des savoirs scientifiques, donc ce travail est extrêmement riche et intéressant dans la déconstruction, il a aussi conduit à un relativisme culturel absolument dramatique. Moi j'ai été à Sé au États-Unis il y a 30 ans, et je ne suis pas sûr que ça soit arrangé depuis. Et je peux vous raconter comment j'ai été glacé, je me souviens de ce moment, quand je dis que c'était il y a 30 ans, c'est pour dire à quel point je... je m'en frissonne encore de ce moment où un jour où je parlais en week-end avec des collègues, on discute, et moi j'avais en particulier lu cet ouvrage de Mick Lecour que vous connaissez peut-être sur le créationnisme, et où de Mick Lecour montrait comment... donc de Mick Lecour, de la philosophie des sciences, et qui montrait comment aux États-Unis effectivement, et bien tout un courant a réussi à imposer qu'on enseigne le créationnisme soit à côté, soit à la place du darwinisme. Et c'est encore le cas. Et donc, moi tout naturellement, naïvement, avec mes collègues, je disais quand même, il y en avait un qui était biologiste, autre informaticien, alors je lui dis quand même, c'est quand même incroyable qu'on puisse mettre comme ça sur le même plan darwinisme et créationnisme. Et là ils me disent, mais Bertrand, ce sont deux... la science et la religion, ce sont deux discours sur le monde. Ce sont tous les deux légitimes. Au nom de quoi imposerait-on le discours scientifique plutôt que le discours religieux ? Et vraiment, enfin, je pense qu'il faut aussi qu'on soit capable de voir comment la manière dont on procède donc est instrumentalisée, déformée, détournée. Je ne dis pas du tout que les travaux en sociologie des sciences seraient négatifs, bien au contraire, j'ai beaucoup lu et ils sont absolument essentiels. Mais soyons conscients de ces manipulations qui sont faites. Ces manipulations aujourd'hui aux États-Unis elles sont faites à très grande échelle. Voilà, ce relativisme, il a été, je crois, le lit de ce qui a permis finalement à Donald Trump et ses sbires de s'attaquer frontalement aux universités dans une attaque comme on en a rarement vu peut-être à l'époque McCarthy, je ne sais pas, je ne suis pas capable de lui parler, peut-être que Giselle peut le faire, mais on est dans quelque chose pour vous. D'ailleurs, juste une petite parenthèse, Giselle a donné plein d'exemples extrêmement justes sur les champs de la recherche qui sont exclus, je vais en rajouter un de plus, qui est celui dans lequel je travaille aujourd'hui, qui est le champ du handicap. Et ça se traduit par des choses, si on parle de faits, des travaux, des projets de recherche dans le

domaine du handicap financé par la National Science Foundation, la NSF, principal agence de financement américaine qui ont été arrêtés du jour au lendemain avec un courrier expliquant que les travaux qui ne concerneraient qu'une partie de la population sont désormais

interdits.

C'est dire à quel point c'est large, et y compris sur des sujets dont je voudrais dire, ils sont peut-être un petit peu moins touchy, un petit peu moins sous l'air à l'art, le climat, le racisme ou le genre, et bien, ils sont aussi effectivement balégués. Donc oui, ce que je veux dire, c'est que nous avons à être extrêmement vigilants sur la manière dont y compris quand on produit des résultats scientifiques et qu'on est finalement sincères sur la manière dont ils sont établis et qu'ils en sont à leur limite, ça peut être totalement déformé, mais ça pose après la question des espaces qu'elle a évoqués.

Alexandre Rieu : C'est la question d'après, j'allais en rendre réciproque, parce que c'est tellement loin de la question. Non, mais t'inquiètes, je le dis. Je dis un petit mot et puis après tu pourras repoursuivre dans ta logique. T'as évoqué la question du doute, la question de la confiance, la question finalement de la décision politique à partir de faits scientifiques ou autour des faits scientifiques. En fait, on se rend compte que c'était un débat qu'on avait hier aussi pour ceux qui étaient là à la table ronde autour de la science, des logiques, des parlementaires. Finalement, scientifiques et politiques travaillent pas forcément dans les mêmes temporalités. Et ça pour le coup, c'est peu de le dire, on va dire ça comme ça. Et finalement, c'est pas non plus tout le monde n'a pas les mêmes attentes, on va dire ça comme ça. Et du coup, Bertrand, est-ce qu'il manque aujourd'hui, selon toi, dans le dialogue et comment justement construire ces fameux espaces que tu commençais à évoquer où puisse réellement se comprendre politique et scientifique sans surtout que l'un ne se substitue à l'autre dans le rôle de chacun ?

Effectivement, Zéke, merci Alexandre parce que cette question des espaces elle est fondamentale et Arthur de la Porte fait évoquer la question dans l'espace numérique celui des réseaux sociaux, l'espace absolument dramatique. Moi je suis assez frappé de voir comment on peut avoir des publications sur les réseaux sociaux, sur des résultats qui sont pas encore extrêmement partiels au fond et avec le risque de, là encore, d'être agapparé par des acteurs qui ne sont pas en capacité ou peut-être pire non pas la volonté de les instrumentaliser. Je crois que effectivement, on a un triptyque en fait. On a le triptyque, on va dire, de l'écosystème de l'archège enfin pardon, on a un triptyque de l'écosystème de l'archège. On a celui de la responsabilité politique, et j'y mets évidemment les élus mais aussi les administrations et puis on a les citoyens. Et on a besoin d'avoir des éléments de confiance réciproque et le moins qu'on puisse dire c'est qu'il y a des éléments de défiance importants sauf sur un point quand même, et je veux le mentionner parce qu'il n'est pas assez connu c'est que la confiance des citoyens vis-à-vis de la science est au plus haut. 82 % dans les enquêtes, sévissent sur la confiance dans les différentes institutions 82 % des personnes placent la science enfin expriment la confiance en la science et 24 % notamment avoir je sais plus si c'est totalement confiance ou réconfiance c'est au plus haut. Et si vous regardez, il n'y a qu'un groupe on va dire, dans la société qui au-dessus c'est des artisans, 84%. Bon là c'est la proximité et juste en ce moment, on a des PME toujours, si vous avez une question c'est notamment la proximité qui joue la confiance, mais c'est pas avant parce que pour la science, la proximité elle est pas si forte pas comme l'artisan, qu'on rencontre parce qu'on mobilise ou le PME avec qui on a un échange cette confiance elle est au plus haut elle a un tout petit peu baissé juste après le Covid il y aura beaucoup de tas de données et elle est tombée à 78%. Donc elle reste très très haut. Ne pensons pas que les citoyens n'ont pas confiance dans les chercheurs, dans la science, ça n'est pas vrai. Il y a une confiance extrêmement forte. La confiance et la responsabilité politique dans la science, je ne sais pas. J'ai pas de fait. Ah, c'est peut-être pas ce qui les intéresse. Certains s'y intéressent,

certaines s'y intéressent mal, et certaines s'y intéressent pas du tout. Effectivement, on est d'accord. Mais cette question -là, encore une fois, la confiance entre les citoyens et les scientifiques, après il faut aller la regarder plus en profondeur. Parce que quand on va aller sur des sujets plus spécifiques, alors là il y a une différence importante, avec notamment la crainte, par exemple, d'influence. Et ça a été évoqué par Jean-François Piroc tout à l'heure, par exemple, d'intérêt économique qui peut avoir lieu. Et donc, suivant les domaines de la science, ça va être très différent. Donc là aussi, il y a des enquêtes pour le dire. Mais encore une fois, maintenant, une fois qu'on a dit ça, et si on ne veut pas juste se plaindre et qu'on veut essayer de construire des choses, essayons de voir qu'est-ce qu'on peut essayer de faire. Il faut aider à trouver des espaces de connexion entre ces êtres. Alors je vais peut-être commencer par le côté science et citoyen. Il y a eu un essor depuis, je ne sais pas exactement l'acte, je vais dire 20 ans, ceci n'est pas un fait. Il y a peut-être des gens qui l'ont établi. Mais en tout cas, j'ai souvenir qu'il y a 10 ans, il y a eu un rapport vraiment important qui a été fait par François Bouillet autour des sciences participatives. C'était un rapport de l'INRAE. Et ces travaux, en gros, qui sont aussi des sciences participatives, c'est la manière dont on associe des citoyens à des travaux scientifiques, non seulement en tant que participants aux travaux éventuellement. Alors ça doit être par exemple dans le domaine écologique, de l'observation de données, on parlait d'observations, mais une chose extrêmement importante, l'observation citoyenne, où il y a des conflits des fois sur des, ça m'est arrivé il n'y a pas si longtemps que ça, sur un chemin de randonnée, je tombe sur un panneau, et c'est un panneau, il y a une expérience de sciences participatives dont on est de prendre des photos pour que justement, et nous envoyer comme ça, les chercheurs pouvaient collecter ces éléments -là. C'est une manière de participer. Mais il y a un niveau supérieur à les sciences participatives, c'est quand les citoyens veulent participer aux orientations de recherche. Dans le cadre du programme que j'irai, j'ai pris Frédéric et un programme pour rendre l'enseignement supérieur plus inclusif pour les personnes avec un trouble du neurodéveloppement. Eh bien nous avons déjà réalisé des journées d'études et nous allons, comme sur un projet de recherche participative, pour construire avec les personnes concernées, c'est -à-dire des personnes en études ou qui ont fait des études, qui ont pu expérimenter des obstacles, des défis dans l'accès aux études supérieures ou dans l'engagement du cible, pour les associer à la réflexion sur quelles sont les questions qu'on va se poser. Voilà, et la science participative, elle est en train de se structurer, c'est compliqué, ça pose des questions méthodologiques, mais je pense que ça peut être aussi des moments importants, parce que justement, il peut permettre de générer, je le jure, de la confiance plus forte dans le fait que les personnes notamment qui sont concernées par les travaux de recherche ont bien participé à l'élaboration de ces travaux jusqu'à maintenant pour repasser le test. Et puis il y a la question du rapport entre les chercheurs et les scientifiques. Celui-là, il est compliqué, dans l'histoire, les choses ont énormément évolué et il y a eu un certain nombre de structures qui ont évolué, elles ont été analysées par des scientéologues, c'est très intéressant, avec notamment des sortes de laboratoires associés à des ministères, où on a des directions d'études dans les différents ministères, mais avec quand même une difficulté, c'est que le monde de la haute fonction publique et le monde de la science, il reste encore profondément séparé. Et disons -le, j'étais conseiller spécial de Thierry Mandon il y a une dizaine d'années, quand il était secrétaire d'État en Charte-Anse et Monsperre de la Recherche, on a fait des choses à ce moment-là, notamment, les mandats précédents, il faut faire le redire, notamment pour permettre l'accès de docteurs à la haute fonction publique. Ça n'a pas été assez mobilisé, c'est pas allé assez loin. Mais ça a été initié, je pense qu'il faut continuer cela pour qu'il puisse y avoir justement des trajectoires, des carrières hybrides. Moi, j'ai fait une carrière hybride, je suis universitaire, mathématicien, j'ai été présent à l'université, j'ai été conseiller spécial en cabinet, je suis revenu sur des travaux de responsabilité académique, etc. Du coup, j'ai cette forme de double culture, j'ai été conseiller régional, j'ai cette forme de double culture, on n'est pas assez comme ça. Et je pense que c'est essentiel, si on veut, qu'il y ait la confiance. C'est le

grand mauvais derrière, que je salue, trajet fort hybride également,

Alexandre Rieu : je suis en charge de CNRS, président de Région. Arnaud Hylion aussi, dans les salles que j 'aperçois, trajet fort hybride également. On

a fait besoin, mais quand même, on peut nous apporter. Or, c 'est important, parce que si on veut qu 'il y ait un dialogue, si on veut qu 'il y ait de la congréance mutuelle, il faut qu 'il y ait cette compréhension. Et alors, une chose dont je suis très fier, parce que j 'ai lancé, même si ce n 'est pas moi qui l 'ai réalisé moi -même, c 'est en Occitanie, c 'était à la fin de mon mandat de conseiller régional, c 'est un laboratoire des transitions de l 'Occitanie. C 'était quoi l 'idée du laboratoire des transitions ? Et c 'est encore en activité. C 'était justement de faire collaborer de manière pérenne des chercheurs et des responsables de la région sur des sujets spécifiques. Il y a eu des travaux qui ont été faits par exemple sur l 'engagement citoyen. La région de Titanie avait mis en place un certain nombre de démarches citoyennes jusqu 'au vote sur le nom de la région. La région de Occitanie s 'appelle comme ça parce qu 'il y a eu une consultation citoyenne. Mais néanmoins, l 'engagement citoyen, c 'est très bien, c 'est difficile. Et ça a été travaillé avec des chercheurs en sens humain et social pour pouvoir justement travailler là -dessus. Autre thème, l 'habitat durable. Comment réduire les déchets et faire travailler ensemble, faire cette interface, créer cette interface, mais pas de manière ponctuelle. La modalité classique, c 'est quoi ? C 'est, j 'ai une administration qui a un besoin de savoir scientifique. Un moment donné, elle va commander une étude, soit à ses services, soit éventuellement à un groupe de chercheurs. Et ça s 'arrête là. On n 'a pas un travail continu avec des gens qui se connaissent, qui comprennent comment ils fonctionnent réciproquement. Dans les deux cas, encore une fois, c 'est important. On reproche à des raisons très politiques de ne pas prendre en compte le temps des chercheurs. Mais je pouvais dire aussi que j 'ai beaucoup de collègues qui ne comprennent pas quel est le contexte dans lequel les raisons anthropéiques doivent quand même à un moment donné prendre des décisions. C 'est important de le savoir. Mais si on n 'a pas cette capacité à travailler ensemble, on n 'y arrive pas. Et je pense que des choses comme le laboratoire des conditions peut être un exemple de ces espaces de rencontre et qui doivent pouvoir faire naître de la confiance parce que la défiance qui s 'est évoquée sur des membres de l 'ancien ministre ou premier ministre qui ont été défiant vis -à -vis de certaines catégories de chercheurs à tort, pour la construire, il faut qu 'on construise ces espaces. Mais pour être très clair, ces espaces, ce n 'est pas ceux des réseaux sociaux. Donc ça va supposer aussi qu 'on ait une forme de discipline. Qu 'est -ce qu 'on dit, à quel endroit, dans quel espace ? On ne sait pas la même chose de publier un article scientifique dont le lectorat sera des pères, sera des chercheurs qui vont lire tout, qui vont regarder quels sont les résultats et quelles en sont les limitations pour se dire quel est le niveau de confiance que je peux avoir. Et puis on va éventuellement avoir le FAO pour aller plus loin et pour répondre à la question est -ce qu 'il faut prendre de l 'esprit. C 'est quoi ? Dans les pétablocants. On va attendre qu 'il y ait la conférence du consensus qui permettra de l 'établir. Ce n 'est pas une chose quand c 'est un lectorat expert et quand c 'est la publication sur un réseau social qu 'on va aller n 'importe qui qui peut s 'en saisir. Au mieux des journalistes scientifiques compétents, au pire les gens qui vont juste faire du buzz à partir de ça parce que tout ce qui les intéresse c 'est de l 'utiliser. Donc il y a aussi des éléments, j 'ai remarqué, qui viennent et aussi d 'énoncologie qu 'il faut qu 'on arrive tous à s 'appliquer.

Alexandre Rieu : Merci beaucoup Bertrand. Monsieur Angoulou, un peu très brièvement parce qu 'il va falloir que on laissera Sarah faire la conclusion comme elle a fait l 'introduction et la conclusion de son ouvrage. C 'est un peu la même chose aujourd 'hui. Et après on ouvrira évidemment à la salle pour quelques questions, ne vous inquiétez pas. Juste très rapidement pour revenir sur l 'articulation politique scientifique et au regard de la discipline dans laquelle vous êtes. Il y a peut -être quelque chose finalement qu 'on demande aux disciplines de santé et qu 'on ne demande pas aux restes. C

'est une immédiateté de réponse dans certains cas. C'est -à -dire, je prends des exemples que tout le monde connaît, la crise Covid, on a demandé une immédiateté de réponse aux scientifiques dans le domaine de la santé partout dans le monde. Sur le VIH, à un moment séparé, c'est là où finalement l'opinion et la population rencontrent le politique et le politique vient demander de l'aide finalement aux scientifiques. Donc Covid, VIH, plus récemment l'antivirus aussi où on s'est retrouvé avec une réminiscence finalement de peur dans la population suite à ce qu'on avait déjà vécu sur Covid. Tout le monde se demandait si ça allait être le cinquième confinement. Donc peut-être que vous pouvez analyser ça à l'un de vos disciplines. Assez rapidement, je suis heureuse de le faire. Je vais faire très court.

Merci. Ce qui est vrai, c'est que la crise du Covid, ça a été une expérience assez extraordinaire de relations entre la science du politique et la société. Et elle a surtout été notable par sa vitesse. Parce que vous l'avez dit tout à l'heure, le temps scientifique et le temps politique n'a rien à voir. Moi je dirais qu'il y a trois leçons peut-être à obtenir du Covid. La première, c'est que quand les scientifiques communiquent une conclusion, il faut qu'ils prennent maintenant l'habitude de donner, ce que j'ai déjà dit tout à l'heure, le degré de confiance. Et ce n'était pas le cas au moment du Covid. On a vu s'exprimer, vous avez parlé tout à l'heure de nos collègues de Marseille, il arrivait en assainant dans un osable. Il a vraiment d'autorité. Et ça c'est très mauvais. Et c'est quelque chose qu'on ne se permet pas de faire. Alors oui, ce qu'il arrêterait probablement dans son cours, on déparait les disciples. mais c'est quelque chose qui ne se fait évidemment pas. Mais par contre, quand on parle au grand public, si on commence à expliquer, je vous dis qu'il y a ça, mais voilà le degré de confiance. Richard Feynman avait toujours dit une vérité, c'est sur une échelle de confiance et de crédibilité. C'est pour ça qu'il faut faire de l'éducation. On peut expliquer que les faits scientifiques, on a dit tout à l'heure, ils doivent être accompagnés d'une échelle de confiance et de dire j'ai plus confiance ou j'ai moyen de confiance ou je n'ai pas trop confiance dans ce que je vous dis, parce que voilà, vous en êtes là. Et tout à l'heure, vous avez dit je ne sais pas, c'est déjà le début de la recherche scientifique, vous dire je ne sais pas. Donc ça c'est pas mal. La deuxième, c'est qu'est-ce que le politique peut demander à l'expert. Le politique, moi, un politicien qui va voir en me disant dites-moi ce que je dois faire, je vais lui dire vous trouvez quelque chose d'autre parce que c'est pas mon job. Je suis là pour vous dire quels sont éventuellement les risques, quels sont les bénéfices attendus, quel est le degré de confiance dans les données, mais moi je vais agir en tant que scientifique, médecin, dans mon domaine de compétence. Je peux après franchir la ligne de politique mais dans ce cas je serai dans un autre rôle. Il ne s'agit pas de se défausser. Mais évidemment, le scientifique lui donne ses arguments mais le politicien va prendre une décision en fonction des éléments du scientifique dans le fond de plein d'autres éléments. L'acceptabilité sociale par exemple d'une mesure. Quand on dit du jour au lendemain, on va confiner tout le monde. Parce que les scientifiques disent qu'il y a vraiment une propagation qui est liée au fait que les gens se le voient. Oui mais derrière il y a l'acceptabilité sociale, il y a le look pour la société, il y a énormément de déterminants qui sont à prendre en compte. Et ça c'est le politique qui va le faire. On peut demander à d'autres écrivains de faire dehors de l'élus. Et la troisième leçon, je pense, du Covid, c'est qu'est-ce que les scientifiques incarnent lorsqu'ils parlent. Et là, on a vu effectivement, c'est logique, la presse, les médias, ils aiment bien avoir les têtes des figures. Donc il y a un certain nombre de scientifiques qui sont trouvés en première ligne, invités, sur les journaux, le télévisaire, le parti. Et ils ont fini par incarner. Et quelque part, ils ont dépassé la frontière. Je pense qu'il y a une frontière entre le scientifique et le politique. Pas une barrière. Mais chacun est dans son rôle. Et les scientifiques doivent, ils ont une responsabilité sociale qui est de produire des données, de les transmettre, de les rendre intelligents à la société et de permettre aux politiques d'éclairer ces choix, d'éclairer finalement la République et la démocratie. Et le politique, lui, ne peut pas se réfugier derrière. J'ai fait ça parce que les scientifiques m'ont dit, non, à la fin c'est lui qui sera responsable de ces décisions. Et le scientifique peut juste dire aux politiques, voilà les éléments que j'ai et voilà

ceux que je n'ai pas. Je dirais que c'est un petit peu ça le Covid. On n'avait pas l'ensemble au téléphone du VIH parce que c'est une histoire beaucoup plus ancienne. Mais quand le VIH est apparu, alors j'étais pas encore médecin, moi j'étais adolescent à l'époque. Mais j'étais à l'âge, j'étais à l'adolescence, à l'âge où on découvre notamment ça du sexuel. Et c'est vrai que je me souviens de l'impact de ça sur la société. Avec un moment, c'est des souvenirs des gens qui m'ont dit, puis ça a été analysé après, aux politiques, il faut dépister tout le monde pour séparer ceux qui sont séropositifs du reste. Et heureusement, heureusement, les scientifiques ont dit, non mais en fait nos tests ne sont pas assez fiables. Vous allez avoir quelques faux positifs sur 1000 personnes. Sur 50 millions de Français à l'époque, vous allez avoir des dizaines de milliers de gens que vous allez confiner à leur conflit. Alors heureusement quelqu'un leur a dit, mais justement le degré de confiance dans un résultat n'est pas parfait. Vous avez cité tout à l'heure, Madame, l'exemple du tabac et du climat. Là aussi effectivement, dans tous les grands scandales, je dirais un peu scientifiques qu'on a, je rajouterai les vaccins contre la rougeole et l'autisme, une pauvreté qui depuis a été retirée, avait évoqué avec pas du tout contrôlé un lien. Il a fallu 12 ans pour retirer une petite de la circulation. C'était en 2020 -2027 et en 2026. Il y a encore un ministre aux États-Unis qui sont prévaux pour remédier. Oui, il y a un président. Et donc malheureusement, on voit bien le résultat depuis l'épidémie de rougeole qui progresse. Donc effectivement, ce lien entre le scientifique et le politique, je pense qu'on connaît bien les déterminants et la frontière. Il y a un effort d'éducation à faire vis-à-vis de la société et il faut commencer par le faire à l'école, parce que cela confère les futures citoyens.

Alexandre Rieu : Merci, merci beaucoup. Et du coup, tout ce que vous dites me laisse à penser. Par contre, on pourra organiser une table de ronde juste après sur la méthode, mais on ne va pas le faire aujourd'hui. Sarah, peut-être en conclusion, après ce que vous nous vient d'entendre, qu'est-ce qui te paraît aujourd'hui prioritaire pour que les faits... C'est peut-être une question un peu pieu. Et voilà, quelque chose, tu n'auras pas forcément toute la réponse. Mais qu'est-ce qui te paraît prioritaire pour que les faits redeviennent, non pas la fin finalement du débat démocratique, mais finalement son point de départ commun. Tu n'as pas qu'à te voir.

En trois minutes, peut-être quatre. D'abord, j'ai appris plein de choses, et donc ce sujet est inépuisable. Et c'est ça que je trouve intéressant. Il faut qu'on continue à pouvoir échanger sur ces sujets-là. Moi, je dirais deux choses. En conclusion, la première, c'est que je crois qu'il faut comprendre et agir en conséquence un certain nombre de choses. La première chose, à mon avis, à comprendre, c'est que, j'aime pas le terme, mais c'est pour aller vite, l'ère de post-vérité, dans lequel on serait, encore une fois le temps, à prendre avec précaution. Il vient de percuter volontairement le modèle démocratique dans lequel on est. Il n'y a pas seulement des gens un peu naïfs qui croient en certains nombres de choses, etc. C'est pas nouveau dans l'histoire, c'est pas nouveau. Peut-être les deux choses qui rendent ce phénomène un peu inédit aujourd'hui, c'est la caisse de résonance énorme dans laquelle on est aujourd'hui, alors que les rumeurs qui ont toujours existé pouvaient être cantonnées dans des espaces géographiques ou sociologiques un peu plus restreints qu'aujourd'hui. Et le deuxième événement, encore une fois, c'est pas inédit, mais cette ampleur est inédite, c'est qu'aujourd'hui, ce ne sont pas seulement des médias marginaux ou des institutions marginaux qui disent des choses totalement contre la vérité, c'est aussi des responsables politiques, des chefs d'État, et aujourd'hui, les chefs des plus grandes puissances. Et qu'on est aujourd'hui dans un moment où ceux qui détiennent aussi la reconfiguration géopolitique sont aussi ceux qui détiennent une caisse de résonance sur cette ère de pauvreté. Donc la première chose à faire, c'est comprendre, en fait, il y a un combat qui est mené face à nous, et quand je mets nous, c'est les chercheurs, les tenants de la rationalité, les citoyens un peu éclairés, etc. Donc en face, il y a un combat et c'est des gens qui s'organisent, il n'y a pas une grande internationale. Enfin quand même, je trouve qu'on est un peu en dessous du combat amené sur ces sujets-là, je pense qu'il y a

une bataille à mener, je pense que c'est une bataille pour la recherche, c'est une bataille pour l'établissement des faits, c'est ni plus ni moins qu'une bataille pour l'unique principe à la liberté. Et je pense que cette bataille -là, pour pouvoir la mener, il faut qu'on sorte de notre naïveté. Je pense qu'on vient d'une génération ou quelque soit l'âge où en gros, on a eu tellement confiance dans les faits, on a tellement pensé que les faits et la raison s'imposaient d'eux-mêmes et d'elles-mêmes, on a considéré que le combat se faisait de manière un peu automatique et qu'on n'avait pas besoin d'être derrière pour les soutenir, pour aller soutenir ceux qui les font, pour aller soutenir ceux qui, tous les jours, font de la recherche et que dans les institutions, par exemple, si on nous revient juste sur les vaccins, ce n'est pas tellement les vaccins qui parfois sont attaqués par les citoyens, c'est les institutions qui sont dans la promotion de ces... on parle beaucoup d'institutions, c'est les institutions qui sont en danger. Donc si on va là, ce n'est pas seulement un vaccin, c'est aussi toute la collégialité qu'il y a derrière. Donc cette naïveté qui a été la nôtre, elle est importante. Et donc, qu'est-ce que ça peut vouloir dire aussi, c'est de ne pas abandonner certains espaces. Et là, sur la question des réseaux sociaux, j'ai peut-être une toute petite nuance. Quand X est arrivé, j'étais élue à ce moment -là et on a eu beaucoup de discussions et d'échanges sur ce qu'il fallait faire. Ma conviction, c'était comme individu, il fallait que je parte de X, mais que les institutions devaient y rester. Et j'ai considéré que les institutions scientifiques, que les médias devaient rester parce que sinon, on arrive dans un temps ségrégationniste qui me semble être un temps dans lequel nous sommes aujourd'hui, où on va se retrouver avec des réseaux sociaux d'extrême droite, des réseaux sociaux, sociaux démocrates, des réseaux sociaux scientifiques. Et qu'au fond, c'est bien ce lien et ce terrain commun qu'il faut quand même continuer à chercher. Et donc, même quand on est ultra minoritaires dans un espace, il faut continuer à l'occuper. Parce qu'il y a peut-être un moment, quelqu'un qui peut bouger d'un avis, qui peut peut-être ouvrir une oreille un peu différente de celle qu'il avait avant. L'autre chose à faire, et moi, j'ai beaucoup fait, donc je m'adresse à moi-même, j'ai commencé toutes mes réunions de début en commençant par cette phrase, c'est beaucoup plus compliqué que ça. Et je pense qu'il faut qu'on arrête de dire que c'est beaucoup plus compliqué que ça. Et pourtant, c'est vrai que c'est plus compliqué que ça. C'est -à-dire que quand des administrés me disent, on voit un point de vie en bas de chez nous, la mairie est à côté, le comisariat est à côté, ça ne fait rien. Merci beaucoup. Et que je dis oui, mais à la mairie, on n'est pas compétents sur les sujets de... Et je commence, c'est un peu plus compliqué que ça. C'est insupportable d'entendre. Et je pense que nous aussi, on va beaucoup péperger dans nos discours, même si c'est vrai, mais je pense qu'on est dans un moment un peu différent, arrêter d'assumer toute la complexité du monde. Parfois, il y a des choses un peu simples à donner. J'en termine sur deux éléments. Le premier, c'est qu'il ne faut pas confondre l'égalité au droit d'expression avec l'égalité de la légitimité de la compétence. Je pense que c'est important de dire que oui, bien sûr, la liberté d'expression est pour tout le monde et nous sommes égaux, mais qu'on n'a pas tous la même parole. Et qu'en fonction des lieux dans lesquels on est, parfois on est légitimes et compétents pour dire des choses. Parfois, on est totalement illégitimes et incompétents pour le faire. Et je pense que rappeler cette inégalité -là, elle est aussi s'admettre. Et c'est la dernière chose sur la question de l'esprit critique et de l'éducation. Si on pouvait définir une grande cause nationale de l'esprit critique, ça serait quand même pas mal. Il y a beaucoup de choses qui sont faites. Et je suis fascinée par le nombre de choses, d'événements, de dispositifs, de politiques publiques qui sont faites. À mon avis, leur défaut, c'est qu'elles ne sont pas coordonnées et qu'on ne dit pas au nombre de quoi elles se font. Et je pense que ce qui se fait, par exemple, à Radio France, sur l'éducation médias, ce qui se fait par de très nombreux dispositifs dans les universités, auprès des étudiants. Je vous donne juste un exemple. chaque semaine avec les étudiants je fais un travail sur l'intelligence artificielle avec un usage collectif de l'IA. Parce qu'à chaque fois que je leur donne un devoir, je sais très bien qu'il est fait par l'IA. Et comme j'ai 25 ans de plus qu'eux, ils ont pensé que j'y verrais que du feu. Moi j'aime bien l'IA, ça m'intéresse comme sujet. Et ce qui m'intéresse c'est désintimialiser l'usage de

l'IA. Parce que l'esprit critique ça me demande de la collégénité, ça me demande une réflexion commune, ça me demande ce qu'on est en train de faire. C'est -à -dire que vous écoutez me faire réfléchir, vous écoutez les questions qu'on va se poser, me fait évidemment changer d'avis. Sauf que les réseaux sociaux et l'intelligence artificielle individualisent le rapport à la connaissance. Et parfois, les limites dans la connaissance. Donc remettre du collectif et surtout, puisque beaucoup de choses existent, dire au nom de quoi on fait les choses. Et coordonner cette bataille -là, parce que je pense que c'est vraiment une bataille qui est de bonnes poires. Il y a quelques éléments que je crois.

Alexandre Rieu : Merci beaucoup. Est -ce qu'il y a quelques questions vraiment ? Alors pas tant que ça. Je vais en prendre trois et ça va être complètement subjectif. Donc je suis vraiment profondément désolée pour les autres. Mais je pense qu'on sera tous disponibles à la sortie pour les questions. Mais il y a un autre la famille derrière. Parce que je vais prendre ici, ici et là -bas. Ah non, désolé, j'ai pas de femme. Donc Florence, désolée. Je suis

un médecin de ma vie et avec le pédiatre, avec beaucoup de convictions. Tous ceux qui ont entre 30 et 50 ans, vous avez simplement passé vos premiers jours, couché sur le ventre. Parce que les médecins, les expliqués aux parents, ils s'étaient font etc. Et on s'est aperçu que beaucoup d'enfants sont morts de la mort subite à cause de ça. Et sans but que maintenant vos enfants vous fassiez dormir sur le dos. Et c'est bien la preuve qu'avec beaucoup de convictions et d'engagement, on peut se tromper avec la vérité qu'on dit scientifique. Il faut être modeste. Actuellement, les travaux que vous faites, sans but que dans quelques années, vos élèves vous diront que vous vous êtes trompé, que vous avez été trop loin, etc. Donc il faut rester modeste. Là, maintenant, j'ai un peu changé de vie. Je suis élu d'opposition d'une comédie normale en Charte -Marine -Tille. 3500 élus d'entente. Il y a 50 % maintenant de les électeurs qui sont au Rassemblement national face à nous. Et c'est très compliqué d'apporter de la relationnalité dans nos débats parce qu'après, ils sont leur réseau d'information, c'est l'Etat européen, leur groupe, c'est Pesluk, c'est pour Dicto, Kishkongbani, etc. Et c'est très compliqué d'apporter des regards critiques sur le réchauffement climatique, l'utilisation de l'agriculture, enfin, très peu de monde qu'on a dans nos régions. On est des personnes qui sont très épuisées. Leur modèle, c'est Trump, et donc ça ne pose aucun problème de devoir ou d'avoir des idéaux qui sont complètement hors des règles. Je pense que vous avez essayé de dire, mais est -ce que vous avez un truc à vous convaincre que quand on dit que votre vieille voiture pourrie, diesel, etc. C'est désolé, quand on fait des zones pour protéger les habitants des zones urbaines, c'est évidemment pour protéger les vies de l'eau. Et de toute façon, dans les 10 dernières années, combien de fois vous avez été en centre -vue de la région parisienne ? Zéro. Donc ne vous opposez pas à des dispositions, mais quels sont les trucs que vous pouvez nous transmettre pour accéder à ces personnes ? Merci beaucoup.

Alexandre Rieu : On s'exprèse. Il n'y a pas de souci. Il n'y a pas de souci, mais voilà, je suis vraiment désolée.

Les leaders de la base ont été passionnés. Oui. Bonjour, c'était passionnant. Donc continuez, ne pas s'arrêter. Question rapide, je ne sais pas si vous avez l'impression de vous apprécier. Le titre, pourquoi l'été ne suffisait pas en arrière, ou ça suffisait ? Moi, je me dis, ça ne suffisait pas.

La dernière question était... La question est très politique. C'est d'interdire, alors que c'est ce que font normalement les sociétés quand elles étaient en péril depuis la nuit des temps. Là, on est face à des vues. Vous m'expliquez qu'il faut occuper le réseau quand on est à un contredis, quand on a quelque chose d'expliciel. Je ne vois pas comment on peut gagner sur un certain nombre de terrains et de réseaux sociaux, à part abandonner effectivement l'idée de vérité. C'est -à -dire que pour voir si elle est occupée des réseaux sociaux, c'est juste abandonner l'idée de vérité et toutes ces idées

qu'elle soutienne pour la démocratie. Pourquoi on est encore paralysé par la peur d'interdire ? Je commence par ça en 30 secondes.

Pourquoi on a peur d'interdire ? Parce qu'on évoquait tout à l'heure que si je confie de la société, ça a des impacts sur la société tout entière. On a des libertés fondamentales, qui sont les libertés d'expression, qui existent aussi. Si aujourd'hui on considère que pour moi, l'espace public n'est pas distant de la société, mais qu'il est parti de la société, l'enjeu n'est pas l'interdiction mais la régulation. Et donc la régulation est l'action sur les géants de numérique. C'est ce qu'on mène notamment pour moi et chez le personnel qui est le chef européen, c'est ce qu'on a vu aux États-Unis avec le procès d'État la semaine dernière. En fait, la société commence à se doter d'anticorps parce qu'elle analyse les risques, mais il y a toujours un temps de réaction. Mais pour moi, l'interdiction pure et absolue, même si on considère qu'il y a un risque, est extrêmement dangereuse pour la société. On pourrait dire par exemple la voiture, elle a tué des gens et est-ce qu'on a interdit la voiture pour autant ? La réponse est non. Cela ne veut pas dire qu'il y avait un projet totalitaire derrière la voiture. Il y a un projet totalitaire derrière ceux qui détiennent aujourd'hui les règles de social. Ce n'était pas forcément le cas à l'origine. On peut dire que le réseau social en soi comme objet soit fondamentalement enjeu. C'est ce qui en est fait aujourd'hui par ceux qui détiennent les plus grands règles de social. Mais il y a des règles de social qui ne sont pas problématiques. Et moi, je suis pour potentiellement aller jusqu'à l'interdiction de certains réseaux sociaux s'ils présentent des fonctionnalités. Mais c'est là où il faut arriver à avoir une approche graduée. Contrairement à ce que disait Sarah, je n'ai pas de problème à dire et à continuer à dire que c'est plus compliqué. Je veux dire que je ne refuse pas d'assumer la complexité que la vision simplificatrice des choses contribuerait à dire qu'on interdit parce que c'est dangereux.

Alexandre Rieu : Merci Arthur. Si quelqu'un veut réagir, Florence, juste... Non, pas dans le public, désolée, c'était par les interdicts. C'est super d'avoir plein de débat. Florence, juste pour répondre à ta question très rapidement, c'était volontairement provocateur et on l'a fait exprès. Est-ce que quelqu'un veut prendre la parole en 30 secondes et après ce sera fini ?

Les réponses sur l'interdiction. L'extrait de droite et les idées de l'oséabonde ne sont pas apparues avec X et dicton. Vous n'êtes pas d'accord ? Je ne pourrais qu'exister. Après la guerre mondiale, jusqu'à la réunion de ça, on a à peu près réussi à les maintenir assez loin du pouvoir de notre société. Il y a une menace aujourd'hui. Je pense qu'il faut s'adapter quand on est un démocrate, un amoureux de la liberté de la République, à avoir une réponse. Mais l'interdiction, généralement, c'est le début du totalitarisme. Donc je pense que la réponse est qu'il faut s'y réguler et se battre avec nos armes à nous plutôt que de partir comme eux s'il y a nos pouvoirs, ils interdiront tout ce qui est contre eux. C'est ce que Trump fait aux États-Unis. Donc si on interdit, on joue leur jeu. Je pense que c'est un choc que les démocrates doivent faire.